SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 23 JUIN 1858.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu, le 8 février 1858, entre la Belgique et la République de Vénézuéla.

(Voir les Nos 153 et 192 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Prince DE LIGNE, LAUWERS, le Baron PECSTEEN, le Baron DE FAVEREAU, le Baron DE TORNACO, MICHIELS-LOOS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Nous voyons avec satisfaction que le Gouvernement saisit toutes les occasions de mettre en pratique, au profit de notre navigation, les dispositions libérales décrétées par la loi de 1856, qui a inauguré notre nouveau système douanier.

Il apprécie que l'admission à l'étranger de nos nationaux, de notre commerce aux mêmes faveurs qui sont accordées aux autres nations privilégiées, doit exercer une heureuse influence tout à la fois sur le développement de la richesse nationale et sur le revenu public. Par la concurrence toujours croissante dans le monde commercial, il est indispensable, pour arriver à exploiter avantageusement les marchés lointains, que nos navires marchands, les produits de notre sol et de nos fabriques, y obtiennent le traitement le plus favorable et égal à celui qui peut être concédé à toute autre puissance maritime.

C'est pour atteindre ce but, pour procurer ces avantages sur les marchés de la République de Vénézuéla, que le Gouvernement a ouvert des négociations avec cet État, qui ont abouti à la conclusion du traité signé le 8 février dernier à Caraccas, soumis en ce moment à votre approbation.

Sa durée minimum sera de cinq ans.

Voici le résumé de ses clauses principales :

Cet acte international assure à nos nationaux, à leurs biens comme à notre navigation, toute la protection, sécurité et privilèges donnés à d'autres nations.

Il y a assimilation entière entre les deux pavillons pour tous les droits d'importation et d'exportation, de transit et de frais de port; les sels et produits de pêche exceptés.

De plus, l'art. 28 stipule que les agents diplomatiques, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront constamment dans l'autre de tous les privilèges et faveurs accordés ou à concéder à tout autre pays.

Nous ferons remarquer au Sénat qu'aucune stipulation n'a été faite concernant le péage de l'Escaut. Aussi les États avec lesquels nous concluons des conventions maritimes peuvent-ils bien apprécier qu'on ne peut pas imposer à la Belgique le remboursement d'un impôt étranger. Toutefois, nous ne pouvons assez engager le Gouvernement à faire triompher à toute occasion le principe que la Belgique n'est pas obligatoirement tenue au remboursement de ce droit.

Nous approuvons fortement que les règles de droit maritime adoptées par le Congrès de Paris, qui ont déjà été inscrites dans nos traités avec les Deux-Siciles et la Sardaigne, figurent de nouveau dans le présent traité. Nous espérons que le Gouvernement continuera à faire insérer cette clause dans tous nos arrangements maritimes : elle établit une grande sécurité et une excellente sauvegarde pour notre navigation en temps de guerre.

Les exportations de la Belgique pour le Vénézuéla consistent principalement en papiers de toutes sortes, verreries, cristaux, bougies, armes, clous, zinc, draps, toiles et tissus de coton. Nous pouvons parfaitement bien soutenir la concurrence pour ces divers articles avec les fabricats similaires d'autres pays. Nos expéditions pour les ports de cette République, à défaut d'aliment suffisant pour former des cargaisons entières, se faisant la plupart du temps par voie indirecte et d'un autre côté, nos exportations pour cet État et pour celui de Haïti se trouvant réunies dans nos statistiques commerciales, il est de toute impossibilité de donner un résultat exact de l'importance de nos envois.

Le commerce extérieur du Vénézuéla s'élevait en 1849-1850 à fr. 40,000,000, et est monté en 1854-1855, derniers exercices qui ont été officiellement publiés, à un chiffre d'au delà de fr. 52,000,000. L'import des marchandises égale à peu près celui des exportations.

Les ports de la République avec lesquels la Belgique a ses principales relations : sont la Guayra et Puerto-Cabello. Ces places nous envoient en retour notamment du café, ainsi que du cacao, coton, tabac, etc., etc.

Votre Commission, à l'unanimité de ses membres présents, a l'honneur de vous proposer l'approbation du traité dont les ratifications seront échangées à Caraccas.

Le Rapporteur,
MICHIELS-LOOS.

Le Président,
Le prince DE LIGNE.